

[Accueil](#) > ... > [Intenter Une Action En Justice](#) > [Où Et Comment](#) > [Coûts](#) > Étude de cas n° 5 – droit commercial – responsabilité - Roumanie

Étude de cas n° 5 – droit commercial – responsabilité - Roumanie

Frais en Roumanie

Frais afférents aux instances, aux appels et aux autres modes de résolution des litiges

Étude

de cas Instance

	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais
Cas A	Les frais initiaux pour intenter une action en justice (comprenant les frais d'instance et le droit de timbre) dépendent du montant (valeur) du litige, estimé par le demandeur. Ils peuvent osciller entre 0,5 EUR et plus de 1 300 EUR environ.	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1, 25 EUR par copie) doivent être réglés.	<p>1. Légalisation – Attestation authentifiant la décision d'un tribunal – 2,15 RON (environ 0,5 EUR) dont 2 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre).</p> <p>2. Apposition de la formule exécutoire sur la décision du tribunal – 4,15 RON (environ 1 EUR) dont 4 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre).</p> <p>3. Supra-légalisation – 1,15 RON (environ 0,25 EUR) dont 1 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre) – seulement si elle est nécessaire pour la partie.</p>
Cas B	Les frais initiaux pour intenter une action en justice (comprenant les frais d'instance et le droit de timbre) dépendent du montant (valeur) du litige, estimé par le demandeur. Ils peuvent osciller entre 0,5 EUR et plus de 1 300 EUR environ.	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1, 25 EUR par copie) doivent être réglés.	<p>1. Légalisation – Attestation authentifiant la décision d'un tribunal – 2,15 RON (environ 0,5 EUR) dont 2 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre).</p> <p>2. Apposition de la formule exécutoire sur la décision du tribunal – 4,15 RON (environ 1 EUR) dont 4 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre).</p> <p>3. Supra-légalisation – 1,15 RON (environ 0,25 EUR) dont 1 RON (frais d'instance) et 0,15 RON (droit de timbre) – seulement si elle est nécessaire pour la partie.</p>

Étude de cas	Appels	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Autres modes de résolution des litiges Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
Cas A	50 % des frais initiaux pour intenter une action en justice.	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1, 25 EUR par copie) doivent être réglés.	-	Oui	Les coûts sont fixés par le contrat de médiation, tel que convenu entre les parties et le médiateur.	
Cas B	50 % des frais initiaux pour intenter une action en justice.	Pour obtenir de simples copies de divers documents de procédure établis par le personnel des juridictions d'exception (greffiers), des frais de photocopie (variant entre 0,05 EUR et 1, 25 EUR par copie) doivent être réglés.	-	Oui		

Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Huissier de justice Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Expert Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	NON	Frais variables en fonction du contrat d'assistance juridique. Sans objet dans ce cas, car la représentation n'est pas obligatoire.	Non	Sans objet dans ce cas car seule la décision du tribunal (émise après le jugement) peut être rendue exécutoire si la partie qui succombe ne l'exécute pas de son plein gré.	Octroi de la formule exécutoire sur la décision du tribunal – 10,3 RON (environ 2,5 EUR) dont 10 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre). Notification – minimum 20 RON (environ 5 EUR) et maximum 400 RON (environ 100 EUR). Frais d'huissiers – ils dépendent du montant de l'indemnisation décidé par le tribunal.	Oui	Coût variable, fixé par le tribunal en fonction du niveau de l'expertise demandée.

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice		Expert
				Octroi de la formule exécutoire sur la décision du tribunal – 10,3 RON (environ 2,5 EUR) dont 10 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre). Notification – minimum 20 RON (environ 5 EUR) et maximum 400 RON (environ 100 EUR). Frais d'huissier – ils dépendent du montant de l'indemnisation décidé par le tribunal	
	Frais variables en fonction du contrat d'assistance juridique. Sans objet dans ce cas, car la représentation n'est pas obligatoire.		Sans objet dans ce cas car seule la décision du tribunal après le jugement) peut être rendue exécutoire si la partie qui succombe ne l'exécute pas de son plein gré.		Coût variable, fixé par le tribunal en fonction du niveau de l'expertise demandée.
Cas B	Non	Non			Oui

Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins	Gage ou caution
	<p>Les témoins sont-ils indemnisés? Coût</p> <p>Les frais de transport sont remboursés et si le témoin le demande, une indemnisation pour le temps passé au tribunal peut également être réglée (en fonction de ses sources de revenu – par exemple, son contrat de travail etc.).</p>	<p>Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours? Coût</p> <p>Demandes éventuelles de garantie des preuves (preuves desdits documents préservés). Si la partie demande l'octroi de mesures de garantie (mise sous séquestre, saisie-arrêt). Demandes éventuelles de garantie des preuves (preuves desdits documents préservés). Si la partie demande l'octroi de mesures de garantie (mise sous séquestre, saisie-arrêt).</p>
Cas A	Oui	<p>8,3 RON (environ 2 EUR), dont 8 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre). 10,3 RON (environ 2,5 EUR), dont 8 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre).</p>
Cas B	Oui	<p>8,3 RON (environ 2 EUR), dont 8 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre). 10,3 RON (environ 2,5 EUR), dont 8 RON (frais d'instance) et 0,3 RON (droit de timbre).</p>

Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude

de cas Aide juridictionnelle

	Quand et à quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?
Cas A	Si la partie requérante est une personne physique, veuillez vous reporter à l'annexe 1 ci-jointe.	Si la partie requérante est une personne physique, veuillez vous reporter à l'annexe 1 ci-jointe.	Si la partie requérante est une personne physique, veuillez vous reporter à l'annexe 1 ci-jointe.
Cas B	Si la partie requérante est une personne physique, veuillez vous reporter à l'annexe 1 ci-jointe.	Si la partie requérante est une personne physique, veuillez vous reporter à l'annexe 1 ci-jointe.	Si la partie requérante est une personne physique, veuillez vous reporter à l'annexe 1 ci-jointe.

Étude

de cas Remboursements

	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Oui	En général, 100 % des frais sont remboursés.	<p>Tous les frais ne sont jamais remboursés dans ce cas.</p> <p>Tous les frais peuvent être remboursés à l'exception de ceux supportés dans la situation suivante: le défendeur qui a reconnu le bien-fondé de la requête du demandeur en première audience n'est pas tenu de régler les frais judiciaires, sauf s'il en a eu connaissance avant l'audience.</p> <p>Si le tribunal accepte partiellement les prétentions des deux parties, il déterminera dans quelle mesure celles-ci peuvent être condamnées à régler les frais de justice. Le tribunal peut également ordonner l'indemnisation des dépenses.</p> <p>De plus, le tribunal est en droit d'augmenter ou de réduire le montant des honoraires d'un avocat s'il considère que ceux-ci sont démesurément élevés ou trop faibles par rapport à la valeur du litige ou au travail réalisé par l'avocat.</p>	Non

Étude
de cas Remboursements

		<p>Tous les frais peuvent être remboursés à l'exception de ceux supportés dans la situation suivante: le défendeur qui a reconnu le bien-fondé de la requête du demandeur en première audience n'est pas tenu de régler les frais judiciaires, sauf s'il en a eu connaissance avant l'audience.</p> <p>Si le tribunal accepte partiellement les prétentions des deux parties, il déterminera dans quelle mesure celles-ci peuvent être condamnées à régler les frais de justice. Le tribunal peut également ordonner l'indemnisation des dépenses.</p> <p>De plus, le tribunal est en droit d'augmenter ou de réduire le montant des honoraires d'un avocat s'il considère que ceux-ci sont démesurément élevés ou trop faibles par rapport à la valeur du litige ou au travail réalisé par l'avocat.</p>	
Cas B	Oui	En général, 100 % des frais sont remboursés.	Non

Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?
Traduction		Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description
Cas A	<p>En général, sans objet dans ce cas.</p> <p>1. Lorsque les documents présentés au tribunal (partie du dossier de l'affaire) sont écrits dans une autre langue.</p> <p>2. De plus, si une partie conteste l'exactitude des documents traduits en roumain, le tribunal peut demander la traduction du document par un traducteur juridique.</p>	<p>En général, sans objet dans ce cas.</p> <p>Les frais peuvent varier en fonction du contrat de traduction, ou, si la traduction est effectuée par un traducteur juridique sur demande du tribunal, des frais de 33,56 RON (environ 8 EUR) par page au format A4 doivent être réglés.</p>	<p>Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?</p> <p>Lorsque la partie qui doit être entendue par le tribunal est sourde ou muette, ou si elle ne sait pas écrire.</p> <p>23,15 RON par heure (environ 6 EUR)</p>	
Cas B			<p>Si l'une des parties au moins ne parle pas roumain. État A = Roumanie.</p> <p>23,15 RON par heure (environ 6 EUR).</p>	Oui, ils sont supportés par l'État.

■ Dernière mise à jour: 14/07/2010

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.